

REFUSONS TOUTE COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DES ARMÉES DANS NOS ÉTABLISSEMENTS !



LP Jules Michelet de Fontenay-sous-Bois : mises en scène de violence et de répression

Le jeudi 6 novembre, la CGT Éduc'action a alerté le Recteur suite à de graves dysfonctionnements ayant eu lieu le jour même et signalés par des collègues au LP Michelet de Fontenay. Ce jour là, une intervention du dispositif "rallye citoyen" avait lieu dans le lycée.

Parmi les ateliers proposés aux élèves de 3ème prépa-métiers et de seconde, certains ont été particulièrement choquants et violents. La mise en scène visant à mettre les élèves à la place de « détenus » devant se confronter aux agents pénitentiaires de Fresnes a clairement mis en danger les élèves et les personnels. Plusieurs mineurs ont été blessés et des collègues ont été très choqué-es.

Des scènes d'humiliation, des propos sexistes et discriminatoires ont également été signalés. Faire des pompes et les multiplier en cas d'échec, utiliser un faux FAMAS laser pour apprendre à tirer, asséner des coups de matraque et de poing dans des boucliers, être immobilisé et menotté face à un mur ou à même le sol : comment le ministère de l'Éducation Nationale peut-il accepter de telles dérives ?

Suite à notre signalement, le Recteur a rapidement ouvert une enquête administrative pour faire la lumière sur ces événements mais les questions de fond se posent toujours.

Les images et faits ont largement été relayés par la presse nationale et locale et l'indignation dépasse la seule communauté éducative. Des élu-es et journalistes ont contacté notre syndicat afin d'échanger sur les façons de mettre fin à ces dérives.

Rien ne justifie qu'un élève soit amené à porter des coups ou à utiliser des armes.

Des « rallyes citoyens » qui se répandent et infusent des idéologies violentes dans nos classes

La CGT Éduc'action a toujours dénoncé ces dispositifs. Ce n'est pas la première fois que ces rallyes ont lieu dans notre académie (LP Gourdou-Leseurre en novembre 2024, LPO François Arago de Villeneuve-Saint-Georges le 11 mars 2025). Le choix de ces établissements laisse d'ailleurs penser que les publics les plus précarisés sont spécifiquement ciblés.

Le rectorat expose lui-même fièrement ces journées sur son site. Lors de l'intervention au lycée Arago, il est à noter que pour l'atelier « d'initiation au tir » tout comme pour l'atelier organisé par la pénitencière de Fresnes, le rectorat n'a pas jugé bon de publier de photos. Ce sont les deux seuls ateliers qui ne sont pas illustrés ! Pourquoi ? Pire encore, dans le cadre de cette même journée intitulée « l'esprit de défense et les métiers de la sécurité », des ateliers ont été proposés aux élèves de l'école primaire et du collège voisins !



94@CGTEDUCRETEIL.ORG



94.CGTEduc.FR



@CGT_EDUC_94

CGT EDUC'ACTION 94 - 65, RUE DE SEINE - 94140 ALFORTVILLE

Ces journées s'inscrivent très officiellement dans le cadre de l'éducation à la défense qui est intégrée au cursus de tous-tes les élèves depuis le premier protocole « défense éducation nationale » datant de 1982. Ce protocole a été revu en 2016 afin d'inclure les écoles élémentaires (BO n°26 du 30 juin 2016). Les objectifs affichés sont clairs et visent à affaiblir encore davantage la séparation entre l'Education Nationale et les armées :

- 1/ « Renforcer l'enseignement de défense et la formation des enseignants »
- 2/ « Développer les relations entre la défense et l'enseignement supérieur »
- 3/ « Participer à la lutte contre le décrochage scolaire »
- 4/ « Favoriser le lien défense-jeunesse, l'égalité des chances et l'insertion des jeunes »
- 5/ « Favoriser la reconversion des militaires au sein de l'EN, de l'enseignement supérieur et de la recherche ».

Il s'agit donc bien de permettre l'ingérence du ministère de la Défense dans les questions éducatives et de lui permettre de recruter parmi les élèves en difficulté !

La CGT Educ'action refuse l'ingérence des ministères de la défense et de l'Intérieur dans les établissements scolaires

En se cachant sous des prétextes tels que « mémoire », « ordre public » ou « découverte des métiers », ces journées sont l'occasion de mettre en avant une idéologie réactionnaire et militariste.

À l'instar du SNU, ce projet s'inscrit dans l'idée que seuls un pouvoir fort et des dogmes autoritaires pourraient remettre en place les idées d'une jeunesse que la droite et l'extrême-droite voudraient présenter comme sans boussole ni valeurs. Cette valorisation de la force physique et armée sont aux antipodes du modèle émancipateur porté par notre organisation syndicale pour l'éducation. Nous refusons que toute propagande pour les métiers de la défense soit faite auprès de nos élèves tout comme nous luttons contre les idéologies virilistes, sexistes et violentes contenues dans ces discours.

Nous exigeons que ces « rallyes citoyens » soient définitivement abandonnés et que le ministère de l'Éducation Nationale annule l'ensemble des protocoles l'associant au ministère des Armées.



94@CGTEDUCCRETEIL.ORG



94.CGTEduc.FR



@CGT_EDUC_94

CGT EDUC'ACTION 94 - 65, RUE DE SEINE - 94140 ALFORTVILLE